

20. LES PRECURSEURS DU SOCIALISME VERVIETOIS (1998)

*En 1998, pour le centenaire de la réunification de la Fédération socialiste verviétoise, Claude Desama dirigea une équipe de six historiens pour la production d'une brochure de 112 pages en douze chapitres : **Les Belles heures d'une jeune centenaire**. M'inspirant fortement de mon ouvrage sur Pierre Fluche paru un an plus tôt, je fournis alors quatre chapitres sur douze, dont le premier ci-dessous.*

C'est il y a 150 ans déjà, au printemps 1848, que les idées socialistes ont commencé à germer en bord de Vesdre sous l'influence de courageux précurseurs. Nous sommes le 29 mai 1848, rue Peltzer de Clermont, alors appelée rue Tranchée. Non loin de Verviers-ouest. La salle du premier étage du café Turbach est noire de monde. C'est qu'un jeune club républicain et démocratique, la Société des Droits et des Devoirs de l'Homme, y tient son premier meeting public, auquel des ouvriers se pressent en grand nombre aux côtés d'employés, d'enseignants et de petits bourgeois qui ont pris l'initiative de cette réunion.

Le chef de file de ceux que l'on appelle à l'époque les radicaux est un teinturier de 33 ans, Hector Mottet, patron d'une petite entreprise occupant une cinquantaine de travailleurs. Il préside la nouvelle Société, dont le vice-président est Hyppolite de Steiger, un jeune rentier ensivalois, baron de surcroît, fils d'un noble luxembourgeois ancien officier de l'armée de Napoléon et apparenté par sa mère à une riche famille verviétoise. Aux côtés de Mottet et de de Steiger, deux enseignants de l'Ecole industrielle et commerciale (ancêtre du Collège communal qui deviendra plus tard l'Athénée royal), Jean Humblet et Joseph Goffin, ce dernier étant le secrétaire de la Société. Parmi les membres, l'économiste Georges Clermont.

Quatre ans plus tôt, en 1844, certains de ces hommes avaient déjà attaqué de manière frontale les deux grandes familles de patrons, Biolley et Simonis, qui faisaient alors la pluie et le beau temps non seulement dans l'industrie locale mais aussi dans la vie politique verviétoise. Les radicaux avaient alors profité de l'arrivée de Jésuites à Verviers, appelés par les épouses des deux plus grands fabricants locaux. Sous le pseudonyme collectif de « Gilles Potaie », plusieurs militants radicaux conduits par Hector Mottet, tous franc-maçons, avaient entamé dans le *Journal de Verviers* la publication d'une série d'articles particulièrement agressifs pour les Jésuites mais aussi pour leurs protecteurs.

Ensuite, les 15, 16 et 17 septembre, toujours à l'instigation des radicaux, des manifestations populaires avaient éclaté dans les rues de Verviers. Ces émeutes ouvrières, les premières du genre dans la cité lainière, étaient relativement graves puisqu'on en parla jusque dans les journaux anglais et russes. Elles allaient être suivies par la démission du bourgmestre de la ville, car le Gouvernement avait blâmé l'attitude des autorités locales trop favorables aux émeutiers, puis par l'élection de deux radicaux au Conseil communal.

Durant les années qui suivirent, tant au sein du Conseil communal que dans le *Journal de Verviers*, les radicaux évoqueront souvent la question sociale et la situation particulièrement difficile de la classe ouvrière. C'est ainsi donc qu'une poignée de précurseurs, après avoir orchestré les premières émeutes ouvrières antipatronales dans la cité lainière, développa pour la première fois également des idées socialisantes dans un quotidien local et contribua grandement à leur diffusion dans une population verviétoise plus sensible que d'autres à l'époque aux appels démocratiques.

Comment en effet les Verviétois ne seraient-ils pas conscients du problème social alors que leur ville a certes bénéficié sur le plan économique et démographique d'une croissance inimaginable depuis le début du siècle, mais accompagnée d'un nombre incroyable de tares et d'injustices qui expliquent qu'au milieu du 19^e siècle, Verviers sera, et de loin, le premier foyer socialiste en Belgique et un des principaux pôles d'agitation en Europe.

C'est ainsi que d'un bout à l'autre de l'agglomération verviétoise, la surpopulation ouvrière est manifeste, avec plus de douze habitants par maison en 1846, soit le taux le plus élevé de toute la province. Non seulement toutes les familles d'ouvriers doivent se contenter d'un logement extrêmement exigu, encore faut-il savoir que celui-ci est dépourvu de distribution d'eau tout comme de latrines, qu'on y manque d'air et de lumière, qu'on y recueille durant la nuit les urines de chaque membre de la famille dans un baquet pour les vendre au matin aux collecteurs publics afin qu'elles servent au dégraissage des laines, qu'on mélange en hiver les matières fécales aux cendres du foyer pour les vendre à des cultivateurs, ou encore qu'on les dépose en pleine rue ou le long de la Vesdre.

C'est que la ville manque non seulement de maisons ouvrières mais aussi d'égouts, de collecte des immondices, de pompes publiques en nombre suffisant: l'insalubrité est manifeste mais c'est le cadet des soucis des élus locaux. Le canal des usines, qui traverse la cité d'est en ouest et qui apporte aux établissements qui le bordent la force motrice nécessaire, est un égoût à ciel ouvert, gorgé de résidus et colonisé par les rats. Seules les rues du centre ville sont pavées, la cité fourmille de ruelles étroites au sol boueux et d'impasses obscures. Des fosses situées à proximité des maisons font fonction d'égoût et, bien souvent, elles polluent l'eau des puits et des dix pompes publiques que se partagent les quelque 25.000 habitants de l'agglomération!

Pour la plus grande masse de ceux-ci, comme l'écrit un observateur en 1843, le docteur Lepas, « le pain, le beurre, les pommes de terre et légumes communs, assaisonnés quand les moyens le permettent d'un peu de chair de porc, voilà la nourriture habituelle de l'ouvrier. Sa principale boisson, c'est le café, si café on peut appeler une légère infusion de quelques fèves broyées et mélangées à une quantité égale de racines de chicorée en poudre. C'est presque de l'eau chaude au lait. Cette boisson fait, avec du pain beurré, son déjeuner, son goûter et son souper de tous les jours, son dîner même quelque fois ».

Des milliers de familles ouvrières dans la cité lainière sont, comme l'écrivait plus tard l'historien Pierre Lebrun, « des individus bien plus proches de la mort que de la vie » : ainsi que le démontre une enquête en 1846, des milliers de travailleurs souffrent d'une situation sanitaire pire que dans toutes les autres industries à l'époque, plongés douze heures par jour au moins dans l'atmosphère chaude et humide des fabriques textiles, proies faciles de multiples maladies et soumis à des risques d'accidents de travail croissants.

Les portes des usines ouvrent peu avant 5 heures du matin par tous les temps et toute l'année. Hommes, femmes, enfants doivent être à leur poste, après une courte nuit, le ventre creux. On travaille jusqu'à midi avec une interruption d'une demi-heure à 8 h 30 pour déjeuner. À midi les ouvriers retournent manger chez eux, rien n'est prévu à l'usine. Ils avalent en hâte quelque chose, puis retournent à la fabrique à 13 heures jusqu'à 19 heures. Déduction faite des temps de repas, et sans compter d'éventuelles heures supplémentaires, si le patron les estime nécessaires, cela fait bien 12 heures et demie de baignade quotidienne, jour après jour, année après année, jusqu'à ce que mort s'ensuive. Faut-il s'étonner que l'alcoolisme fasse des ravages dans la cité lainière, où la consommation de genièvre a augmenté de 50 % depuis 1830, et où on compte un café pour sept maisons en 1848 ? Si l'on ajoute au tableau le travail des enfants, les abus sexuels pratiqués par les contremaîtres dans les ateliers sur les jeunes ouvrières, l'illettrisme de la majorité des travailleurs, leur absence totale de droits politiques et syndicaux, on commence à mesurer l'immense océan de misère physique et morale dans lequel la classe ouvrière verviétoise est abandonnée au milieu du 19^e siècle, exploitée de manière ignoble par les magnats du textile verviétois qui accroissent sans vergogne leur fortune colossale sur le dos de toute une ville.

Des organismes exténués par le travail et sous-alimentés, des usines irrespirables, une hygiène urbaine inexistante, voilà le terrain idéal pour les épidémies. Le choléra, la maladie des pauvres, avait fait quelque 170 victimes durant l'hiver 1833-1834 à Verviers. Le fléau réapparaîtra en décembre 1848 et une nouvelle épidémie se déchaînera dans l'agglomération en août 1849. Aucune amélioration de l'hygiène n'a eu lieu depuis la précédente hécatombe et ce sont cette fois 900 Verviétois qui succombent, principalement des ouvriers du textile.

Pendant longtemps, les travailleurs ont subi tout cela sans broncher et même lorsqu'ils ont manifesté en septembre 1844 à l'appel des radicaux contre les Jésuites, ce n'était pas encore pour revendiquer leurs droits. Mais 1848 et son cortège de révolutions en Europe (le « printemps des peuples ») vont déclencher l'amorce d'un changement. Revenons donc à ce 29 mai 1848 au premier étage de la salle Turbach, et au meeting de la Société des Droits et des Devoirs de l'Homme. Hector Mottet prend la parole. Assez grand, large d'épaules, visage maigre, pommettes saillantes, cheveux blonds, teint pâle, allure décidée: tel est le portrait du leader républicain dressé par les mouchards de la police. Il ouvre le feu en critiquant ceux que la récente révolution française (celle de février 1848 qui a chassé Louis-Philippe pour rétablir la République) a effrayé au point de les faire rejoindre le clan des conservateurs coalisés contre tout ce que la Belgique compte de militants radicaux ou socialistes. Après Mottet, Hyppolite de Steiger fait un vibrant plaidoyer pour le suffrage universel. Jean Humblet parle ensuite d'égalité et de fraternité avant que Joseph Goffin fasse le procès du Gouvernement belge, coupable de se désintéresser de la classe ouvrière. Chaque orateur souligne l'injustice de l'organisation sociale et l'immense pauvreté qui accable les ouvriers. Tous sont vivement applaudis.

La Société des Droits et des Devoirs de l'Homme tiendra des réunions tous les dimanches au café Turbach jusqu'à la fin de 1849. Elle annonce une soixantaine de membres lors de sa création, puis elle prend très vite de l'extension et trouve une assise réellement populaire: elle aurait, selon la gendarmerie, 650 membres et quelque 2.000 sympathisants à l'hiver 48-49, et en mars suivant, les indicateurs de police estiment que « Verviers est toujours le point où les Républicains sont le plus à craindre » alors que l'on est plus d'un an après le début du processus révolutionnaire qui a secoué l'Europe.

Fondée et animée par des bourgeois, la Société des Droits et des Devoirs de l'Homme compte toutefois de fort nombreux ouvriers dans ses rangs. Afin de les préserver des représailles patronales, il est convenu qu'ils forment entre eux de petits comités de 10 à 12 hommes qui prennent l'engagement de se réunir par brigade à l'appel des dirigeants de la Société au jour fixé pour l'insurrection révolutionnaire belge. Car il est beaucoup question de complot et de soulèvement révolutionnaire au sein du club verviétois tout comme dans les autres Sociétés du même type qui agissent à Liège, Bruxelles et ailleurs, avec lesquelles Mottet, de Steiger et Goffin entretiennent des rapports permanents.

La ville reste pourtant fort calme tout au long de cette période d'intense agitation des esprits: tout au plus signale-t-on en juin 1848, durant deux soirées, des manifestations ouvrières à Ensival. Mais c'est suffisant pour que les quelques privilégiés qui bénéficient alors du droit de vote écrasent les radicaux lors d'élections législatives, provinciales et communales qui se succèdent en juin, juillet et août 1848.

En février suivant, les républicains verviétois organisent un grand banquet rassemblant jusqu'à 4 heures du matin environ 1.300 militants venus de tout le pays. La nuit s'achève par une réunion des principaux chefs du mouvement, où on décide que le soulèvement contre le Gouvernement belge sera lancé depuis Verviers, nouvelle preuve de la place de choix que la Société des Droits et Devoirs de l'Homme occupe dans le mouvement républicain à l'époque. Mais celui-ci n'en a plus pour longtemps: à partir de fin mars, les principaux leaders, en ce compris Hector Mottet, sont arrêtés, incarcérés à Bruxelles, inculpés de complot contre la sûreté de l'Etat et traduits devant la Cour d'Assises du Brabant. Seul Hector Mottet sera acquitté. Il rentrera à Verviers fin août 1849 et il mourra en 1890, retiré du combat et oublié de ses descendants spirituels.

Malgré les efforts d'Hyppolite de Steiger pour maintenir en vie la Société des Droits et des Devoirs de l'Homme, celle-ci périclité. De Steiger collabore à un journal socialisant liégeois, *Le Peuple*, avant de fonder lui-même en janvier 1850 son propre organe de presse, le *Journal du Peuple*, premier hebdomadaire verviétois de tendance pré-socialiste. De Steiger y publiera un «manifeste démocratique» appelant tous les ouvriers à s'unir pour lutter en faveur de leurs droits, mais son journal disparaîtra au bout de quelques mois - après quoi de Steiger quittera Verviers pour Bruxelles, où il continuera à participer jusqu'à sa mort en 1878 au mouvement démocratique, notamment au sein de cercles militants laïques.

Quant à Joseph Goffin, qui s'était lancé dans le journalisme après avoir été chassé en juillet 1848 de son poste de professeur à l'Ecole industrielle et commerciale en raison de ses engagements politiques, il poursuivra durant plusieurs années encore une carrière d'imprimeur et de journaliste progressiste, à Verviers puis à Spa, et c'est lui qui publiera notamment en novembre 1856 le journal *L'Ouvrier* qui marque à Verviers la deuxième tentative d'action en faveur de la classe ouvrière : ce titre est l'organe d'une association ouvrière, L'Union, dirigée notamment par un certain Fabry et par André Larondelle. Cette société espère regrouper tous les travailleurs de l'arrondissement dans une sorte d'alliance mutualiste et son organe de presse réclame la justice sociale plutôt que la charité, il s'insurge contre l'obligation militaire par tirage au sort, il attaque les compromissions du clergé avec le patronat, bref il contient de quoi secouer les consciences. Mais le journal tout comme l'association L'Union disparaîtront avant la fin de 1857.

Tout comme Jean Humblet, Joseph Goffin s'éloignera progressivement des idées socialisantes de ses débuts militants pour situer la suite de son activité politique dans la mouvance libérale de gauche que l'on appelait alors progressiste et qui constituait au 19^e siècle, avant l'apparition du Parti Ouvrier Belge, un troisième parti politique aux côtés du parti libéral et du parti catholique.

C'est encore un ancien de la Société des Droits et des Devoirs de l'Homme que l'on retrouve au milieu des années 1860 à la tête de la troisième et dernière tentative de création d'un mouvement ouvrier verviétois avant la fondation de la Première internationale. Ecrivain public, poète, bohème, auteur en 1872 de la «Barcarolle» qui deviendra l'hymne local verviétois, Corneil Gomzé a à peine 19 ans lors des événements de 1848. Il s'enflamme alors pour le « printemps des peuples », d'une flamme qui ne le quittera plus jusqu'à sa mort en 1900. Membre actif de la Société des Droits et des Devoirs de l'Homme, il prend régulièrement la parole au club républicain lors des réunions rue Tranchée, sans toutefois y assumer de responsabilité au premier plan.

Or une quinzaine d'années après la disparition du club du café Turbach et le recul des idées républicaines dans toute l'Europe, un nouveau frémissement démocratique est perceptible lorsqu'à Londres l'Association Internationale des Travailleurs est créée en 1864, Association qui essaimera à Bruxelles dès l'année suivante. C'est à la même époque que Gomzé est à l'origine d'un nouvel essai de relance du mouvement démocratique verviétois. Il crée d'abord en 1864 une Fédération ouvrière dont le but est d'accorder des pensions aux invalides du travail âgés de 60 ans et plus, moyennant le paiement pendant au moins dix ans d'une cotisation variant suivant l'âge de l'affilié. En 1865, Gomzé prend en outre la tête d'une association ouvrière politique cette fois, dont le but est la conquête du suffrage universel : « La Réforme par l'Action ». Mis à part Gomzé, tous les dirigeants de ce cercle sont des ouvriers tisserands, parmi lesquels il faut citer pour leur rôle actif Joseph Jamar, secrétaire du cercle, et Albert Baruh, secrétaire de la Fédération ouvrière. Tout comme André Larondelle évoqué plus haut, on retrouvera Jamar et Baruh parmi les premiers militants de l'Internationale à Verviers.

Le 7 juin 1865, « La Réforme par l'Action » met sur pied une première conférence publique au cours de laquelle le Bruxellois Auguste Morel vient parler de l'organisation du travail devant plusieurs centaines d'ouvriers. Une deuxième conférence a lieu en juillet. En février 1866, le dimanche 18 très exactement, c'est un meeting contradictoire qui est organisé à l'école gardienne communale du quartier des Grandes Rames. Cette fois, Gomzé reçoit quatre délégués bruxellois d'un Comité central de propagande pour la réforme électorale, devant un public nombreux.

Début avril, Gomzé lui-même prend la parole à Bruxelles, et il profite de son séjour dans la capitale pour assister à des séances de la jeune section bruxelloise de l'Internationale. A la fin du mois, « La Réforme par l'Action » tient un nouveau meeting aux Grandes Rames, toujours devant une salle comble. Enfin un dernier meeting a lieu le 14 mai à midi, cette fois à la salle du Manège inaugurée 7 ans plus tôt: 5 à 600 personnes, en majorité des ouvriers, y assistent et à nouveau des orateurs bruxellois sont invités, parmi lesquels Paul Janson, futur leader des libéraux progressistes au Parlement après 1894.

Le meeting du Manège, où on réclame le suffrage universel sans condition, sera le dernier mis sur pied par « La Réforme par l'Action ». En effet, le cercle ouvrier se voit ensuite refuser par les autorités communales la possibilité de donner chaque samedi soir des conférences publiques dans la salle de l'école gardienne des Grandes Rames. Gomzé est particulièrement amer. Il écrit une lettre ouverte où transparaît la fin prochaine des activités de son groupe, une lettre qui se termine par un cri de rage: « Les Gris-Chevis ne sont pas loin. Un jour viendra où nous aurons l'occasion de protester à la tribune libre contre ce nouvel acte d'oppression. Vive la liberté» ! Les Gris-Chevis, c'était le lieu où le chirurgien Grégoire-Joseph Chapuis exposait en 1789 à la population les principes révolutionnaires – Grégoire-Joseph Chapuis, ce révolutionnaire verviétois qui paya de sa vie en 1794 son combat pour l'indépendance du pouvoir civil...

Parmi les ouvriers qui fréquentèrent les réunions et les meetings du cercle « La Réforme par l'Action », se trouvait un certain Pierre Fluche, futur animateur de la première Internationale à Verviers et futur leader des socialistes verviétois. Ainsi, de Mottet à Gomzé et de Gomzé à Fluche, le chemin est clair qui va des quarantehuitard verviétois, ces pré-socialistes précoces, au fondateur de l'Internationale deux décennies plus tard puis à la création du Parti ouvrier belge.